



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 06/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Lyondell Basell Services France SAS

Chemin départemental 54
BP 14
13130 Berre-l'Étang

D/SPR/GP/N°1080/2023

Références : JPP/D-1294-MRT-2023

Code AIOT : 0006410871

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2023 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Chemin départemental 54 BP 14 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 14/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lyondell Basell Services France SAS
- Chemin départemental 54 BP 14 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006410871
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell PolyOléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord). Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi du paramètre Nickel
- Conventions de déversements des effluents aqueux entre LBSF et les autres exploitants du pôle pétrochimique de Berre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Nature des effluents arrivant dans la STEP biologique	Arrêté Préfectoral du 21/08/2013, article 4.3.4.	/	Sans objet
4	Isolement et stockage des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/08/2013, article 4.3.3. et 4.2.4.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	RSDE Campagne pole pétrochimique de Berre	Autre (Circulaires RSDE) du 04/02/2002 et 05/01/2009	/	Sans objet
3	convention et VLE	Arrêté Préfectoral du 21/08/2013, article 4.3.4 , 4.3.9.1 et 4.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet de cette inspection était de faire un focus sur le paramètre Nickel et le traitement de celui-ci par la STEP de LBSF.

Il apparaît qu'il est nécessaire de mieux cadrer les VLE EAU opposables à chaque exploitant du pôle Pétrochimique de Berre. Pour se faire, il est demandé à LBSF de compléter son dossier de réexamen IED des éléments demandés dans la présente inspection.

Par ailleurs, il est demandé à LBSF de revoir les VLE à accepter en entrée de sa STEP Biologique en mettant à jour ses conventions avec les autres exploitants du pôle pétrochimique, afin d'éviter toute dilution d'effluents aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : RSDE Campagne pole pétrochimique de Berre

Référence réglementaire : Autre du 04/02/2002, article et 05/01/2009 (Circulaires RSDE)
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une action de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées, a été lancée dans chaque région en 2002, dans le cadre de l'opération nationale découlant de la circulaire du 4 février 2002 du ministère chargé de l'environnement. Suite à l'analyse des données récoltées lors de cette opération, la direction générale de prévention des risques au sein du Ministère en charge de l'écologie a décidé d'engager une nouvelle action de recherche et, le cas échéant, de réduction ciblée sur une liste de substances déclinée par secteur d'activité auprès des installations classées soumises à autorisation sur l'ensemble du territoire. La circulaire du 5 janvier 2009 encadre cette nouvelle opération.
Constats : La campagne RSDE de 2004 sur le pole pétrochimique de Berre a porté sur 132 substances. Les dépassements en Ni ont été identifiés au niveau des activités UCA, UCB et RAF. Il a été constaté que la campagne de 2010 n'a porté que sur l'exploitant CPB en charge des activités UCB.
Observations : Il est demandé à LBSF de faire la lumière sur les raisons pour lesquelles aucune campagne RSDE n'a été faite au niveau des activités UCA et RAF pour le paramètre Ni. Un retour sur ce point est attendu dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Nature des effluents arrivant dans la STEP biologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2013, article 4.3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures ou consignes sont établies entre l'opérateur des différentes zones d'exploitation et l'opérateur de la station d'épuration biologique. Elles prévoient les conditions d'acceptation des eaux polluées provenant des unités, les paramètres à respecter, ainsi que les modalités d'information réciproque sur la base de mesures et d'analyses périodiques appropriées. Les résultats de ces mesures et analyses sont tenus à disposition de l'Inspection des Installations classées.
Constats : Il a été vérifié l'existence d'une convention entre LBSF et CPB (procédure :UTI/CHI/PRO/114).
Observations : Etant donné que LBSF doit être en mesure de connaître la nature et les quantités de polluants réceptionnés sur sa STEP biologique, il est demandé à LBSF de vérifier si l'unité KRATON de CPB est la seule unité du pôle pétrochimique à utiliser du Nickel et rejeter ce métal dans les effluents allant à sa station.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : convention et VLE
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2013, article 4.3.4 , 4.3.9.1 et 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.3.4 :</p> <p>Des procédures ou consignes sont établies entre l'opérateur des différentes zones d'exploitation et l'opérateur de la station d'épuration biologique. Elles prévoient les conditions d'acceptation des eaux polluées provenant des unités, les paramètres à respecter, ainsi que les modalités d'information réciproque sur la base de mesures et d'analyses périodiques appropriées. Les résultats de ces mesures et analyses sont tenus à disposition de l'Inspection des Installations classées.</p> <p>4.3.9.1 :</p> <p>Ni : flux journalier max : 1200 g/j Ni : flux annuel maximal 400 kg/an</p> <p>4.3.2 :</p> <p>Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simple dilution autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.</p> <p>Constats : Dans la convention entre LBSF et CPB citée au point de contrôle précédent, il a été constaté, pour le paramètre Ni, que LBSF acceptait en entrée de sa STEP Biologique un effluent chargé jusqu'à 10 mg/l.</p> <p>Or, il est rappelé que la STEP Biologique de LBSF n'a pas les moyens d'abattre ce paramètre et qu'aucun traitement n'est donc effectué par l'exploitant sur ce paramètre.</p> <p>Etant donné que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant sera prochainement soumis à une concentration en sortie de STEP à 50 µg/l en moyenne annuelle pour le paramètre Ni via le NEA MTD du BREF CWW, - aucun abattement ne peut être pris en compte par la STEP, - la dilution est interdite, <p>celui-ci ne peut donc accepter que des effluents chargés en nickel à des concentrations inférieures ou égales à 50 µg/l (en moyenne annuelle).</p> <p>La prescription actuelle est donc inadaptée.</p> <p>Observations : Dans le cadre du réexamen IED de LBSF au titre du BREF CWW, il est demandé à l'exploitant de fournir les taux d'abattement de la STEP Biologique pour tous les paramètres collectés dans les effluents du pôle pétrochimique, avec les justificatifs d'abattement associés. Ces éléments sont attendus sous un délai de 2 mois.</p> <p>Pour les paramètres dont la STEP aurait un taux d'abattement nul, il est demandé à LBSF de prévoir, dans la mise à jour de ses conventions avec les autres exploitants du pôle pétrochimiques, que les VLE accordées soient égales aux futures VLE imposées en sortie du site LBSF afin d'éviter toute dilution.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Isolement et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2013, article 4.3.3. et 4.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4.3.3 : Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. 4.2.4.2 : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis dans le manuel opératoire de la station de traitement biologique
Constats : La convention entre CPB et LBSF indique qu'en cas de dépassement des VLE en sortie de Kraton, LBSF se charge de stocker dans les bassins de rétention T5920 ou T5916 les effluents chargés.
Observations : Il est demandé à LBSF de justifier le bon dimensionnement des bassins par rapport au risque en dépassement le plus dimensionnant en terme de stockage d'effluents. Aussi, il est demandé à LBSF de justifier que la capacité de stockage nécessaire au scénario le plus dimensionnant est toujours disponible. Enfin, il est demandé à LBSF de transmettre la liste des systèmes d'isolement des réseaux d'assainissement et pour chacun d'eux, un justificatif d'entretien préventif, un justificatif de test de bon fonctionnement à une fréquence définie par l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet